

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 342

[S-C — 31027]

17 DECEMBRE 1993. — Règlement pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967  
créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées (1)

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Le présent règlement s'applique à des matières visées à l'article 108ter, § 3, alinéa 2, 2°, de la Constitution.

Art. 2. Dans le présent règlement, on entend par :

- 1° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 2° le Conseil consultatif : la section personnes handicapées du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, instituée par le règlement du 30 avril 1991 de l'Assemblée de la Commission communautaire française;
- 3° l'arrêté royal n° 81 : l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées;
- 4° le Fonds : le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques créé par l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967.

Art. 3. Le présent règlement fixe les conditions d'organisation, de fonctionnement et de reconnaissance des établissements visés à l'article 3, § 1, de l'arrêté royal n° 81.

Il fixe les conditions et les modalités de l'intervention financière de la Commission communautaire française dans les frais de la prise en charge des personnes handicapées dans ces établissements.

CHAPITRE II. — Les types d'établissements et leurs missions

Section I. — Généralités

Art. 4. Les établissements de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées sont organisés soit pour accueillir, soit pour accompagner les personnes handicapées.

A. Les premiers fonctionnent sous le régime :

1° du centre d'hébergement comprenant :

- a) le foyer de groupe;
- b) le centre résidentiel collectif;
- c) le centre résidentiel coopératif;

2° du centre de jour;

B. Les seconds fonctionnent sous le régime :

1° du service résidentiel;

2° du service éducatif.

Section II. — Les centres pour personnes handicapées

Sous-section I. — Les centres d'hébergement

Art. 5. Le foyer de groupe est une habitation collective administrée dans le respect de la dignité humaine et de la vie privée des résidents. Il offre à chaque résident le logement et l'alimentation et veille à lui procurer, par lui-même ou en collaboration avec d'autres établissements, des prestations telles qu'un enseignement, un apprentissage ou une occupation ou formation professionnelle, une prise en charge individuelle et collective des actes de la vie quotidienne, l'établissement de relations familiales et sociales et la gestion des temps libres.

Les foyers de groupe prennent en charge les mineurs scolarisés ou non dont l'état réclame d'une part une éducation et des thérapies spécifiques et d'autre part ne leur permet pas d'être maintenus dans leur lieu de vie d'origine. Ils peuvent prolonger la prise en charge de ces personnes jusqu'à l'âge de 21 ans.

Art. 6. Les centres résidentiels assurent un logement collectif ou coopératif aux personnes handicapées majeures et l'apport de certains services tels que, notamment, l'apprentissage de la gestion de la vie quotidienne et l'aide médicale, psychologique et sociale.

Le centre résidentiel collectif constitue un cadre de vie à la fois collectif et individuel respectueux du rythme de vie de la personne handicapée. Il offre à chaque résident le logement et l'alimentation et veille à lui procurer, par lui-même ou en collaboration avec d'autres établissements, des prestations telles que, notamment, une occupation de type professionnel, une prise en charge individuelle et collective des actes de la vie quotidienne, l'établissement de relations familiales et sociales et la gestion des temps libres.

Le centre résidentiel coopératif est un appartement ou une maison ou un ensemble d'appartements ou de maisons, partagé chacun par un maximum de huit résidents majeurs.

(1) Session 1993-1994.

Documents de l'Assemblée : 58 (1993-1994) nos 1 à 4.

Comptes-rendus intégral et analytique. Séances du 17 décembre 1993.

Il est organisé de manière à ce que ceux-ci coopèrent pour la gestion des espaces communs et des temps de vie partagés.

Le centre résidentiel est choisi par le résident et/ou ses parents, tuteur ou représentant légal, dans le souci de son développement optimal et de la meilleure qualité de vie. Ce choix est mentionné dans la convention de prestations personnalisées qui définit les caractéristiques de l'accueil et les rythmes de vie.

Les résidents participent à l'organisation de leur vie collective et individuelle.

#### Sous-section II. — Les centres de jour

**Art. 7. § 1er.** Les centres de jour accueillent pendant la journée et accompagnent dans une ou plusieurs structures les personnes handicapées.

Les centres de jour assurent, pendant la journée, la prise en charge globale, dans un ou plusieurs bâtiments, des personnes handicapées :

- 1° mineurs dont le handicap ne permet pas la fréquentation de l'enseignement spécial ou ordinaire;
- 2° majeurs dont l'état réclame des prestations psycho-médico-socio-pédagogiques spécifiques.

Le centre de jour pour mineurs peut continuer la prise en charge de ces personnes jusqu'à l'âge de 21 ans.

§ 2. En ce qui concerne les personnes mineures, ils peuvent réaliser la prise en charge au moyen, notamment,

- 1° d'activités éducatives et d'apprentissage;
- 2° d'activités sociales, créatives et récréatives;
- 3° d'activités d'adaptation et paramédicales;
- 4° de guidance médicale, psychologique et sociale;
- 5° de soutien du milieu familial;

6° d'aide pour acquérir et conserver leur capacité dans les actes de la vie touchant notamment leur hébergement, leur prise en charge individuelle, leurs relations sociales et leur gestion du temps libre.

En ce qui concerne les personnes majeures, ils peuvent la réaliser au moyen, notamment :

- 1° d'activités éducatives de type professionnel; ou pré-professionnel;
- 2° d'activités sociales, créatives et récréatives;
- 3° d'apprentissage, d'activités d'adaptation et paramédicales;
- 4° de guidance médicale, psychologique et sociale;
- 5° de contacts avec le milieu familial;

6° d'aides pour acquérir ou conserver les capacités nécessaires à la vie quotidienne;

7° d'activités leur permettant de rendre des services à la collectivité ou de mettre une partie de leurs compétences au service de la collectivité, moyennant juste contrepartie.

#### Section III. — Les services pour les personnes handicapées

**Art. 8. § 1er.** Le service résidentiel organise la prise en charge sous le régime :

- 1° soit de la famille d'accueil;
- 2° soit du logement individuel;
- 3° soit de l'aide à la vie journalière;

§ 2. Le service résidentiel organise le recrutement et la sélection de familles d'accueil dotées de compétences spécifiques et leur assure soutien et guidance. Une convention conclue entre le service résidentiel et la famille d'accueil définit les droits et obligations des parties.

Sauf dérogation en cas de fratrie, la famille d'accueil prend en charge un maximum de trois personnes handicapées qui ont en commun le logement et certains actes de la vie journalière, et reçoivent une éducation, une aide médicale, psychologique et sociale.

§ 3. Le service résidentiel assure un apprentissage de la gestion de la vie quotidienne et l'aide médicale, psychologique et sociale de la personne handicapée. Il contribue à la recherche d'un logement individuel et à sa gestion.

Le logement individuel est un appartement ou une maison, loué par une personne majeure résidant seule ou en ménage.

§ 4. L'aide à la vie journalière est un service organisé pour apporter, à la demande de la personne handicapée et à son domicile, une aide pour pallier son incapacité fonctionnelle d'accomplir les actes de la vie journalière, sans que cette aide consiste en une intervention sociale, médicale ou thérapeutique.

Cette aide est apportée à la personne majeure handicapée physique qui habite à son domicile, seule ou en famille.

Le Conseil d'administration du service d'aide à la vie journalière est constitué, au moins pour moitié, de personnes ayant un handicap physique.

**Art. 9.** Le service éducatif est organisé pour fournir un encadrement spécialisé et individualisé afin de favoriser l'insertion sociale de la personne handicapée scolarisée, dans son milieu de vie habituel et dans l'enseignement ordinaire ou spécial. Il peut continuer la prise en charge de cette personne jusqu'à l'âge de 21 ans.

Le service éducatif assure, conjointement avec l'établissement d'enseignement concerné, la prise en charge globale de la personne handicapée au moyen, notamment :

- 1° d'activités éducatives et d'apprentissage;
- 2° d'activités sociales, créatives et récréatives;
- 3° d'activités d'adaptation et paramédicales;
- 4° de guidance médicale et psychologique; sociale;
- 5° de soutien du milieu familial;

6° d'aides pour acquérir et conserver leur capacité dans les actes de la vie touchant notamment l'habitat, la prise en charge individuelle, les relations sociales et la gestion du temps libre.

CHAPITRE III. — *L'agrément des centres et des services pour personnes handicapées, le renouvellement, le refus et le retrait de l'agrément*

*Section I. — La demande*

**Art. 10.** Pour organiser un établissement, il faut obtenir un agrément.

**Art. 11.** La demande d'agrément d'un centre ou service doit être introduite par lettre recommandée à la poste ou déposée auprès du Collège moyennant accusé de réception.

Pour être recevable, elle doit être accompagnée des documents suivants :

1° la copie de ses statuts tels que publiés aux annexes du *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications;

2° une note descriptive, conforme au modèle défini par le Collège sur le projet global de l'établissement approuvé par son Conseil d'administration, après concertation, sauf s'il s'agit d'une première demande, avec les représentants des travailleurs désignés conformément à l'article 33 du présent règlement.

Cette note comprend notamment :

- a) la dénomination exacte du centre ou du service;
- b) le nom du directeur visé à l'article 23, 3° du présent règlement;
- c) les noms et prénoms, qualités et fonctions, des personnes et des travailleurs qui ont participé à la concertation;
- d) l'optique générale du projet dont ses références éthiques et scientifiques;
- e) une description du type des personnes handicapées visées par le projet et de leurs caractéristiques;
- f) le type d'établissement en rapport avec les conditions d'organisation prévues aux articles 5 à 9 du présent règlement;
- g) la capacité à agréer exprimée en équivalents temps plein et le nombre maximum de bénéficiaires, soit à temps plein, soit à temps partiel, pouvant être pris en charge;
- h) l'organigramme relatif à la répartition précise des fonctions avec leur qualification et des pouvoirs au sein du centre ou du service;
- i) une grille horaire nominative par fonction du personnel sous contrat de travail;
- j) une note décrivant les procédures et le cas échéant les instruments d'évaluation des résultats obtenus au regard du projet global et la périodicité de l'évaluation;
- k) une note définissant les modalités pratiques du transport collectif en centre de jour et en service éducatif;
- l) la manière dont il est satisfait aux obligations des articles 23 à 38 du présent règlement.

Cette note est communiquée à chaque membre du personnel;

3° une attestation délivrée par le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement, sur base d'un rapport établissant que le centre ou le service satisfait aux normes de sécurité contre l'incendie; ces attestations et rapport ne peuvent dater de plus d'un an au moment de l'introduction de la demande; l'attestation indique le nombre maximum de bénéficiaires pouvant être pris en charge simultanément;

4° une description précise du centre ou du service éducatif comprenant les plans internes des locaux et leur affectation, un plan des communications internes et externes, notamment sur le plan de la mobilité; et, sauf s'il s'agit d'une première demande, un rapport du chef de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail déterminant les mesures prises pour éviter les dommages aux travailleurs et aux bénéficiaires;

5° une copie de la ou des conventions de prestations de services conclues ou à conclure le cas échéant, avec d'autres organisations;

6° le modèle type de convention de prestations personnalisées visé à l'article 44;

7° le règlement d'ordre intérieur tel que visé à l'article 27.

**Art. 12.** Les services du Collège instruisent la demande et procèdent à une inspection afin de déterminer si l'établissement est à même de respecter les conditions visées aux articles 23 à 38. Les services du Collège transmettent au Conseil consultatif la demande pour autant qu'y soient joints les documents visés à l'article 11, son avis relatif au respect de la procédure d'agrément et les conclusions de l'inspection.

**Art. 13.** Le Conseil consultatif remet au Collège son avis circonstancié dans les trois mois de sa saisine.

**Art. 14.** Le Collège statue sur la demande d'agrément et arrête, dans une convention d'agrément, le type d'agrément, la capacité agréée et le nombre maximal de personnes prises en charge simultanément. La décision est notifiée au demandeur par pli recommandé à la poste, dans les deux mois de la remise de l'avis et une copie en est transmise, pour information, au Conseil consultatif.

**Art. 15.** L'agrément est accordé pour une période maximale de trois ans. Il peut être renouvelé.

*Section II. — Le renouvellement de agrément*

**Art. 16.** La demande de renouvellement de l'agrément de l'établissement est introduite auprès du Collège au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

L'établissement reste provisoirement agréé jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de renouvellement. Celle-ci est instruite suivant la procédure définie par les articles 11 à 15. Les changements et les évolutions que le demandeur souhaite introduire dans l'organisation et le fonctionnement de son établissement sont mis en évidence dans un document joint à la demande de renouvellement.

La demande de renouvellement de l'agrément est instruite suivant les règles applicables à la demande d'agrément.

*Section III. — Les modifications des conditions de l'agrément*

**Art. 17.** Si, au cours de l'agrément, se produisent des modifications des conditions de l'agrément, elles sont immédiatement communiquées au Collège dans les sept jours qui suivent leur survenance, ainsi qu'aux représentants officiels des travailleurs. La grille horaire nominative par fonction n'est pas une condition des modifications de l'agrément.

Lorsque la modification d'agrément concerne les points 2° b), d), e), f), g), 3° et 4° de l'article 11 et l'article 53, la demande est instruite suivant les règles applicables à la demande d'agrément.

**Art. 18.** Lorsqu'une des conditions d'agrément n'est plus respectée, le Collège, à défaut d'en avoir été informé conformément à l'article 17, adresse au demandeur, avec copie transmise au directeur visé à l'article 23, 3°, une mise en demeure motivée de respecter les conditions d'agrément dans un délai d'un mois. Dans ce délai, l'établissement communique au Collège ses moyens de défense accompagnés des pièces justificatives.

*Section IV. — Le refus et retrait d'agrément et la fermeture*

**Art. 19.** L'administration transmet les moyens de défense, accompagnés des pièces justificatives, du dossier administratif et de l'enquête au Conseil consultatif. Celui-ci rend au Collège un avis circonstancié dans les trois mois de sa saisine.

**Art. 20.** Le Collège notifie à l'établissement sous pli recommandé avec accusé de réception, une proposition motivée de refus ou de retrait d'agrément et lui signale qu'il dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif. Le Collège transmet ce mémoire au Conseil consultatif. Dans les trois mois qui suivent l'expiration de ce délai, le Conseil consultatif donne un nouvel avis au Collège quelle que soit la suite donnée à l'invitation susvisée.

Dans ce délai, l'établissement est entendu par le Conseil consultatif s'il en fait la demande.

Le Conseil consultatif fixe les jour et heure d'audition et en informe l'établissement intéressé par lettre recommandée à la poste. Celui-ci peut se faire accompagner par une personne de son choix lors de l'audition.

**Art. 21.** La décision du Collège portant refus ou retrait d'agrément est motivée et notifiée à l'établissement par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

**Art. 22.** La décision du Collège portant retrait d'agrément entraîne la fermeture de l'établissement concerné. Sauf pour des raisons d'extrême urgence de santé publique ou de sécurité, la décision de fermeture produit ses effets dans un délai maximum de six mois à dater de sa notification, fixé par le Collège.

Cette décision est publiée au *Moniteur belge*. Cet avis mentionne obligatoirement la date de fermeture.

L'établissement est tenu de communiquer, dès sa notification, la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées concernées et aux membres du personnel.

**CHAPITRE IV. — Obligations des établissements agréés**

*Section I. — Généralités*

**Art. 23.** L'établissement agréé est tenu de :

- 1° être organisé par une association sans but lucratif;
- 2° garantir le respect de la vie et de l'intégrité physique de la personne handicapée, de manière à lui assurer une vie privée et sociale et, le cas échéant, professionnelle, la plus en rapport avec ses besoins, souhaits et capacités et à lui garantir la liberté individuelle dans tous les domaines;
- 3° nommer une personne qui est garante du projet et chargée de la gestion journalière, dénommée le directeur;
- 4° prévoir ou disposer de travailleurs dont les normes minimales et maximales et les qualifications sont fixées par le Collège;
- 5° s'équiper d'infrastructures adaptées au projet de centre ou de service; dont les normes minimales sont fixées par le Collège par type d'agrément;
- 6° coordonner ses activités avec celles des autres centres ou services agréés;
- 7° organiser l'évaluation des résultats obtenus pour chaque personne prise en charge au regard de sa convention de prestations personnalisées,
- 8° instituer, au sein d'un centre d'hébergement et d'un centre de jour, un ou plusieurs conseils composés de représentants des bénéficiaires et de représentants du personnel et présidés par le directeur ou son délégué, pour organiser les activités collectives et pour permettre aux bénéficiaires de rendre un avis sur le centre;
- 9° instituer un comité de concertation composé de représentants du Conseil d'administration, de représentants officiels des travailleurs, des bénéficiaires ou de leurs parents ou représentants légaux présidé par le directeur pour analyser l'adéquation de l'organisation et des moyens mis en oeuvre par rapport au projet global; l'évaluation et les avis exprimés sont consignés dans un procès-verbal; chaque comité de concertation fixe son règlement d'ordre intérieur; il doit se réunir au moins une fois par an.

**Art. 24.** L'établissement doit assurer sa responsabilité civile et celle des personnes handicapées pour tout dommage matériel ou corporel causé aux tiers.

**Art. 25.** Chaque établissement est organisé administrativement de manière autonome, y compris quand il est géré conjointement avec un établissement d'enseignement; ceci ne peut pas se faire au détriment de la représentation officielle des travailleurs.

**Art. 26.** Un établissement peut faire appel pour la fourniture de prestations de services déterminés à des personnes ou organismes extérieurs avec lesquels il est lié par convention. Dans ce cas, la nature des interventions sollicitées doit être nettement circonscrite et clairement spécifiée dans la convention d'agrément. Dans les cas d'urgence, il peut être fait appel à des services extérieurs limités dans le temps qui ne peut excéder trois mois.

**Art. 27.** Chaque établissement est tenu d'établir un règlement d'ordre intérieur, signé pour réception et accord par la personne handicapée ou son représentant légal avant l'introduction de la demande d'intervention; une copie lui en est délivrée.

Le règlement d'ordre intérieur définit :

1° les droits et devoirs de la personne handicapée; celle-ci s'engage à respecter le règlement de l'établissement;

2° les droits et devoirs de l'établissement; celui-ci s'engage à permettre à la personne handicapée de mener une vie conforme à la dignité humaine, conformément au 2° de l'article 23.

Il mentionne expressément :

1° la description de l'établissement telle que définie dans les dispositions des articles 4 à 9 du présent règlement, et le projet global tel que décrit dans la demande d'agrément;

2° l'existence d'un ou plusieurs conseils de maison conformément au 8° de l'article 23 et d'un comité de concertation conformément au 9° de l'article 23;

3° les mesures qui sont mises en oeuvre lorsqu'une personne handicapée contrevient aux règles de vie et de fonctionnement de l'établissement, les mesures les plus graves qui sont communiquées aux services du Collège;

4° le nom du directeur et du médecin visé à l'article 28 du présent règlement;

5° les coordonnées du service d'inspection de l'administration de la Commission communautaire française et de l'inspection de l'hygiène de l'Etat;

6° le droit d'évocation auprès du Comité de concertation lorsque la convention de prestations personnalisées est résiliée à l'initiative de l'établissement.

*Section II. — Obligations relatives à la supervision médicale et aux premiers soins*

Art. 28. Chaque établissement doit avoir un médecin attitré en vue d'assurer la supervision générale des aspects de santé et d'hygiène liés à la prise en charge globale des bénéficiaires.

Art. 29. Toute personne handicapée engagée dans les liens d'une convention de prestations personnalisées doit être, avant son admission dans un centre ou service, soumise à un examen tel que prévu à l'article 44, 2°. Il est renouvelé à la demande des services du Collège habilités à cet effet, ainsi qu'à la demande de la personne handicapée ou de son représentant.

Art. 30. Chaque centre et chaque service éducatif doit disposer d'un local spécifique équipé pour dispenser les soins courants et une réserve de médicaments. Les médicaments des bénéficiaires qui ne peuvent pas se les administrer seuls, sont placés dans un endroit auquel ils ne peuvent pas accéder.

Les règles d'hygiène et de diététique doivent être enseignées et appliquées à la personne handicapée, selon ses capacités. Sa nourriture doit être conforme aux règles de la diététique. La formation du personnel pour dispenser les premiers soins est organisée.

*Section III. — Obligations relatives au personnel*

Art. 31. Les membres du personnel ainsi que les personnes occupées régulièrement dans les locaux ou dépendances affectés aux activités doivent être de bonnes vie et moeurs.

Art. 32. Il est tenu un ou plusieurs programmes d'activités par période qui ne peut excéder quatre mois. La circulation de l'information entre les travailleurs et avec les personnes handicapées doit être clairement organisée.

Chaque établissement rédige un dossier tenu à jour par personne handicapée et des rapports réguliers par équipe de travailleur. Ces dossiers et rapports sont conservés de manière à ce qu'ils puissent être consultés par les membres du personnel qui ont directement les personnes handicapées en charge, sans préjudice du respect des règles de déontologie et du secret professionnel.

Chaque établissement mentionne dans le dossier de chaque personne handicapée les mesures qui ont été mises en oeuvre lorsque la personne a contrevenu aux règles de vie et de fonctionnement de l'établissement.

Art. 33. Sans préjudice des règles régissant la représentation officielle des travailleurs, la participation des travailleurs au fonctionnement des établissements est déterminée selon des modalités arrêtées de commun accord entre les organisations représentatives des travailleurs et le directeur.

*Section IV**Obligations relatives à la tenue de documents administratifs et comptables*

Art. 34. Les établissements doivent ouvrir un dossier au nom de chaque bénéficiaire dès son arrivée. Ce dossier contient :

- 1° les renseignements d'ordre administratif;
- 2° la convention de prestations personnalisées prévue à l'article 44;
- 3° les rapports d'évaluation des prestations et des interventions.

Le caractère confidentiel des renseignements relatifs à la santé, tant physique que psychique, doit être préservé; ils ne peuvent être communiqués qu'au médecin-inspecteur délégué par le Collège à cet effet.

Art. 35. La comptabilité d'un établissement agréé est tenue selon les règles déterminées par le Collège.

Lorsqu'une même personnalité juridique rassemble en son sein plusieurs centres ou services agréés, les charges et produits doivent être recensés par type d'agrément à l'aide d'une comptabilité analytique standard.

Annuellement, avant le 30 avril, ils adressent au Collège et suivant les modalités définies par celui-ci un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours; il y est joint soit une copie du rapport du réviseur d'entreprise qui a certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert-comptable externe qui les a vérifiés, le rapport du Conseil d'entreprise, de la délégation syndicale ou de la représentation officielle des travailleurs, y afférent et l'extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale qui a approuvé les comptes.

Lorsqu'au terme d'un exercice, le déficit atteint ou dépasse les cinq pour cent des produits de l'année, ou si le déficit cumulé atteint ou dépasse dix pour cent des produits de l'année, le centre ou service avise le Collège de cette situation et lui communique par écrit les moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour rétablir l'équilibre financier. Une copie de cet écrit est simultanément communiquée aux représentants officiels des travailleurs.

Art. 36. Avant le 30 avril, l'établissement agréé adresse au Collège, suivant les modalités définies par celui-ci, un rapport des activités de l'année qui précède. Ce rapport d'activités contient la grille horaire nominative par fonction actualisée au 31 décembre de l'année qui précède.

Ce rapport fait état du nombre de prises en charge. Il établit les tendances de leur évolution et les dysfonctionnements rencontrés. Eu égard au projet, il justifie l'encadrement mis en oeuvre pour la réalisation de celui-ci ainsi que la manière dont les qualifications du personnel y ont contribué.

Il est également établi un rapport d'activités unique par la personne morale gérant plusieurs centres ou services agréés.

Art. 37. Un exemplaire des comptes annuels, du budget et du rapport d'activités est tenu à la disposition des membres du personnel et des bénéficiaires ou de leurs représentants légaux qui peuvent le consulter sur simple demande, uniquement sur place, sans déplacement des pièces. Un exemplaire en est remis aux représentants officiels des travailleurs.

*Section V. — Obligations relatives aux bâtiments et aux installations*

Art. 38. Les centres doivent organiser leurs activités en ordre principal dans les bâtiments et installations dont les normes minimales spécifiques de sécurité sont déterminées par le Collège

*CHAPITRE V. — La demande d'intervention du Fonds, le recours, la révision, la durée de validité de l'intervention du Fonds**Section I. — La demande d'intervention*

Art. 39. La demande d'intervention du Fonds est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du gouverneur de la Province du domicile légal de la personne handicapée, au plus tard, avant la prise en charge dans un centre ou un service.

La demande introduite après l'admission ou la prise en charge n'est recevable que dans les cas d'urgence dûment motivés.

La demande d'intervention est introduite par la personne majeure handicapée ou son représentant légal ou à défaut, par le président du centre public d'aide sociale de la commune de son domicile légal.

Pour une personne mineure d'âge, la demande est introduite par ses parents, son représentant légal, ou à défaut le Juge de la jeunesse.

Lorsqu'il y a prise en charge simultanément dans deux établissements, la demande est introduite conjointement par ceux-ci.

**Art. 40.** La demande d'intervention est signée par le demandeur et le directeur. Elle mentionne :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance, l'état civil, le domicile et la nationalité de la personne handicapée au profit de qui la demande est introduite;

2° les nom, prénoms, qualité et adresse du demandeur;

3° une attestation constatant la déficience de la personne handicapée d'après la classification reprise à l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1987;

4° l'objet précis de la demande;

5° pour les personnes qui bénéficient d'allocations familiales, spéciales ou de rémunération, la nature et le montant de celles-ci ainsi que la dénomination et l'adresse de l'organisme qui effectue le paiement;

6° la nature et le montant des autres ressources qui sont prises en compte dans le calcul de la participation financière prévue à l'article 50 ainsi que les charges familiales éventuelles à prendre en considération;

7° une attestation, datée et signée par le demandeur et l'établissement, prouvant qu'une convention de prestations personnalisées à durée déterminée avec clause d'essai a été établie avant l'introduction de la demande avec le centre ou le service destiné à prendre en charge la personne handicapée, et justifiée par le rapport exigé à l'article 44, 2°.

**Art. 41.** Le Gouverneur de la Province statue sur la demande d'intervention du Fonds dans les soixante jours de son introduction. Sa décision est notifiée au demandeur et à la direction du centre ou du service intéressé, par pli recommandé à la poste, et par pli ordinaire, au Collège.

La demande de révision est motivée et adressée au Gouverneur de la province du domicile légal de la personne handicapée, par pli recommandé à la poste. Le Gouverneur se fait transmettre le dossier si la décision donnant lieu à révision a été prise par le Gouverneur d'une autre province.

La révision est instruite et fait l'objet d'une décision suivant les règles applicables à une demande d'intervention.

Un recours est ouvert auprès du Collège si le bénéficiaire ou son représentant légal ne peut marquer son accord sur le résultat de la révision ou si l'intervention du Fonds est retirée. Dans ce cas, le recours est traité suivant les dispositions de l'article 43.

#### Section II. — Le recours

**Art. 42.** Dans le cas où le demandeur n'est pas d'accord avec la décision du Gouverneur de la Province ou que celle-ci entraîne un refus d'intervention du Fonds, un recours est ouvert auprès du Collège.

Pour être recevable, le recours motivé est exercé dans les trente jours de la notification de la décision contestée.

Le Collège se prononce par décision, après avis de la Commission consultative telle que prévue à l'article 10 de l'arrêté royal n° 81.

Celle-ci dispose de deux mois pour donner son avis à compter de sa saisine.

La décision est notifiée au demandeur, par lettre recommandée à la poste, et au directeur de l'établissement intéressé.

#### Section III. — Les modifications de la situation du bénéficiaire de l'intervention du Fonds, la révision de la décision

**Art. 43.** Toute modification dans la situation de la personne handicapée qui remet en cause le contenu de la décision d'octroi de l'intervention du Fonds, doit être portée sans délai à la connaissance du Gouverneur de la province qui a pris la décision.

L'initiative de la révision est prise par la personne handicapée ou son représentant légal, par le président du centre public d'aide sociale, par le Juge de la jeunesse, par le directeur qui a pris la personne handicapée en charge, par un établissement agréé et pluridisciplinaire ou par le Ministre.

Le Gouverneur de la Province revoit d'office la décision s'il a connaissance d'une modification de la situation de la personne handicapée.

#### Section IV. — La convention de prestations personnalisées

**Art. 44.** La convention de prestations personnalisées contient notamment les éléments suivants :

1° la durée, une clause d'essai et les modalités fixées à l'article 45;

2° l'évaluation globale de l'état de santé, des besoins spécifiques, des souhaits et des capacités de la personne handicapée, reprise dans un bilan médical, psychologique et pédagogique fondé sur ses antécédents, son potentiel, sa capacité à se développer, et justifié par un rapport émanant d'un établissement agréé et pluridisciplinaire apte à établir un tel rapport. Cette évaluation n'est accessible qu'à la personne handicapée ainsi qu'aux personnes participant directement à la prise en charge, y compris aux médecins désignés par la personne handicapée;

3° une analyse des besoins individuels et spécifiques, des souhaits et des capacités liés à l'acquisition ou au maintien de ceux-ci et de son intégration sociale;

4° les organisations auxquelles il est fait recours pour répondre aux objectifs à atteindre et les modalités de coordination avec celles-ci;

5° le programme de vie et de prestations personnalisées, l'implication du bénéficiaire et, s'il y a lieu, de son entourage, et la procédure à suivre pour modifier ce programme;

6° le processus d'évaluation des prestations et des interventions par rapport aux objectifs du projet personnalisé, en accord avec le ou les autres services impliqués. L'évaluation est élaborée en collaboration avec les travailleurs. Il n'est accessible qu'aux personnes participant directement à la prise en charge y compris aux médecins désignés par la personne handicapée;

7° la durée maximale du transport collectif en centre de jour, à l'aller et au retour;

8° le montant de la participation financière prévue à l'article 50 du présent règlement;

9° le montant de la participation financière supplémentaire justifiée;

10° les modalités de la gestion des ressources courantes de la personne handicapée sans préjudice des règles relatives à la protection des biens;

11° l'inventaire des biens apportés par la personne handicapée au début de sa prise en charge.

**Art. 45.** La convention de prestations personnalisées est signée avant l'introduction de la demande d'intervention, d'une part, par la personne handicapée ou son représentant légal, et d'autre part, par le directeur et, le cas échéant, par la famille d'accueil.

Il peut être mis fin par écrit à la convention pour des motifs déterminés, à l'initiative de chacune des parties, moyennant un préavis, sauf pour motifs graves dûment justifiés, de six mois s'il est donné par le service ou le centre, de deux mois s'il est donné par le bénéficiaire.

Lorsque la convention de prestations personnalisées est résiliée à l'initiative de l'établissement, le bénéficiaire dispose d'un droit d'évocation auprès du comité de concertation.

**Art. 46.** Les ressources courantes de la personne handicapée, qui n'a pas la capacité de les gérer seule, font l'objet d'une gestion individualisée et distincte de toutes autres opérations comptables. La personne handicapée ou son représentant légal consulte son compte librement.

En aucun cas, l'établissement ou un membre du personnel ne peut être gestionnaire du patrimoine de la personne handicapée. La convention mentionne, le cas échéant, l'identité de la personne qui a reçu mandat pour gérer le patrimoine de la personne handicapée.

## CHAPITRE VI. — *Le subventionnement*

### *Section I. — Dispositions générales*

**Art. 47.** Dans les limites des crédits disponibles, le Collège peut octroyer des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement aux centres et services agréés.

### *Section II. — Des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement*

#### *Sous-section I. — Généralités*

**Art. 48.** Les subventions octroyées aux établissements comprennent deux parties, une subvention pour frais de personnel et une subvention pour autres frais. Ces deux subventions sont fixées en prenant en considération les caractéristiques de l'établissement, la capacité agréée et la capacité subventionnée.

La capacité subventionnée est le nombre de journées de prises en charge théorique par an. Le Collège détermine les journées de présence et les journées assimilées dans le calcul de ce nombre.

**Art. 49.** Lors de l'agrément, le Collège arrête, dans la convention d'agrément, la capacité subventionnée et les montants des deux subventions annuelles pour une période de trois ans. Chaque subvention est annuellement majorée d'un coefficient déterminé par le Collège, par type d'agrément, après concertation avec les représentants des pouvoirs organisateurs et des travailleurs avec les établissements visés par le règlement.

Ce coefficient tient compte notamment des indexations barémiques et de la programmation sociale allouée aux agents de la fonction publique.

**Art. 50.** Les subventions sont diminuées des participations financières des personnes prises en charge.

La participation financière est déterminée par le Collège, par type d'agrément. Elle est perçue par l'établissement auprès des bénéficiaires ou de leurs représentants légaux.

Pour les journées de prise en charge qui dépassent la capacité subventionnée, les participations financières ne sont pas déduites des subventions. Ce dépassement de capacité est mentionné dans le rapport d'activités annuel.

**Art. 51.** La prise en charge simultanée en centre d'hébergement ou service résidentiel et en centre de jour ou service éducatif est autorisée. Dans ces cas, la participation financière prévue à l'article 50 n'est due que pour la prise en charge en centre d'hébergement ou service résidentiel, à l'exception de la part prévue pour les transports collectifs. La prise en charge en centre de jour ou en service éducatif ne rentre pas en compte dans la capacité subventionnée.

#### *Sous-section II. — La subvention pour frais de personnel*

**Art. 52.** Lorsqu'au terme d'un exercice, le coefficient de journées de présence prévu à l'article 57, alinéa 1<sup>er</sup>, est inférieur à 80 %, il est procédé conformément à l'article 17 et, le cas échéant, à l'article 18 du présent règlement. Dans ce cas la modification de l'agrément ne prend cours qu'à dater de sa notification officielle à l'établissement.

**Art. 53.** La subvention pour frais de personnel est un forfait destiné exclusivement à financer la rémunération des travailleurs repris dans l'organigramme établi en application de l'article 11, 2<sup>o</sup>, h), admis par le Collège. Cette subvention comprend un pourcentage déterminé par type d'agrément par le Collège, pour tenir compte des charges patronales légales et des charges complémentaires.

**Art. 54.** Les rémunérations sont calculées d'après les conditions de qualification et d'échelles barémiques déterminés par la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

La subvention pour frais de personnel n'est allouée que si elle est justifiée par la production des pièces justificatives requises par les services du Collège; la partie de la subvention qui ne serait pas justifiée constitue un indu remboursable. Un montant maximal de 10 % de cette subvention peut être reporté pour des dépenses à exposer et à justifier l'année suivante.

Est admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, sur base de factures dûment établies, le paiement des prestations de personnes ou de sociétés de services, spécifiés dans la demande d'agrément, hormis les cas d'urgence.

1<sup>o</sup> lorsqu'elles accomplissent des tâches administratives, comptables ou techniques nécessaires au bon fonctionnement du service et au respect des conditions d'agrément;

2<sup>o</sup> lorsqu'elles effectuent des services de préparation des repas ou de transport; les proportions des dépenses pour la préparation des repas ou pour les transports des personnes prises en charge, entre les frais de personnel et les autres frais sont annoncées lors de la demande d'agrément;

3<sup>o</sup> lorsqu'elles concernent des dépenses de formation continue de l'ensemble du personnel ou de groupes de travailleurs, rendues nécessaires au bon fonctionnement du service;

4<sup>o</sup> lorsqu'elles concernent des prestations non remplies par le centre ou service, rendues par d'autres centres ou services et déterminées dans la demande d'agrément; ces services peuvent être rendus par des services destinés à l'ensemble de la population.

## Sous-section III. — Subventions pour autres frais

**Art. 55.** La subvention pour autres frais est un forfait qui peut couvrir les dépenses suivantes, d'après le type d'agrément :

1° Frais personnalisés et/ou liés à la présence de la personne handicapée :

soins (biens pharmaceutiques, prothèses, matériel, accessoires de toilette, honoraires, séjours dans un établissement hospitalier), éducation, thérapie et autres activités spécifiques hors loisirs (fournitures scolaires, biens personnalisés, services personnalisés), loisirs hors vacances,

transport et déplacements, alimentation, habillement, indemnités de séjour payées aux familles d'accueil;

2° Frais collectifs pour prestations en faveur de personnes handicapées :

soins (biens pharmaceutiques courants, petit matériel de soins), éducation, thérapie et activités spécifiques hors loisirs, loisirs hors vacances, vacances, transports et déplacements, alimentation, lingerie, buanderie;

3° Frais de gestion :

frais de gestion du personnel (vêtements de travail, médecine du travail, cotisations syndicales, cadeaux, formation, frais d'informations, documentation, secrétariat social, frais de recrutement), loyers et charges locatives, énergie, entretien et réparations (terrains, constructions, installations, mobilier et matériel roulant) assurances, transport, déplacements,

autres frais de gestion générale (fournitures de bureau, téléphone, fax et frais postaux, services informatiques, comptables externes, réviseur, honoraires, publicité, annonces et insertions, cotisations groupements professionnels),

4° Amortissements des dépenses reprises aux points 1° à 3° du présent article,

5° Autres charges d'exploitation (charges fiscales).

Le Collège peut autoriser la justification de l'utilisation d'une part de cette subvention pour couvrir des frais de personnel.

**Art. 56.** La subvention pour autres frais est composée de trois sous-forfaits, calculés de la manière suivante :

1° un sous-forfait de fonctionnement égal à la capacité agréée multipliée par un montant par type d'agrément, déterminé par le Collège.

2° un sous-forfait journalier égal à la capacité subventionnée multiplié par un montant par type d'agrément et par capacité agréée, déterminé par le Collège.

3° un sous-forfait pour frais de transport collectif pour les personnes prises en charge en centre de jour et pendant les périodes de vacances scolaires en service éducatif, égal à la capacité subventionnée multipliée par un montant par type d'agrément, déterminé par le Collège.

**Art. 57.** Le sous-forfait journalier est adapté d'après un coefficient de journée de présence calculé selon la formule suivante :

$$\frac{\text{journée de présence de l'année}}{\text{capacité subventionnée}} \times \frac{\text{nombre de mois concernés}}{12 \text{ mois}}$$

Ce coefficient ne s'applique pas s'il est égal ou supérieur à un.

Sont admises dans le calcul du coefficient de journée de présence :

1° les journées de présence assimilées par le Collège;

2° pour 1/3 de la capacité agréée, les journées de la personne handicapée qui continue de bénéficier de l'accompagnement d'un centre d'hébergement mais qui, mineure, est hébergée dans sa famille, ou, majeur, vit dans un logement privatif. Cet accompagnement doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'intervention selon les modalités fixées à l'article 39 et de la conclusion d'une nouvelle convention de prestations personnalisées. Cette convention doit être limitée dans le temps. Elle est renouvelable. L'accompagnement d'un mineur cesse à 21 ans ou à la fin de ses études secondaires supérieures. Le Collège fixe les modalités de cet accompagnement. Cette personne handicapée est considérée prise en charge à tiers temps.

3° les demi-journées en centre de jour et service éducatif; ces demi-journées exigent une présence d'au moins 3 heures et d'au maximum 5 heures.

Ne sont pas admises dans le calcul du coefficient de journée de présence :

1° les journées de présence des personnes dont la demande d'intervention a été admise après le 30 avril de l'année qui suit l'année concernée;

2° les journées de présence en centre de jour ou service éducatif des personnes dont la demande d'intervention a été admise, conformément à l'article 39, simultanément en centre ou service résidentiel;

3° les journées de présence des personnes pour lesquelles il n'y a pas eu de demande d'intervention ou pour lesquelles la demande a été refusée.

## Section III. — Liquidation et contrôle

**Art. 58.** Les subventions sont liquidées par avances mensuelles au plus tard le 15 de chaque mois. Les avances mensuelles sont égales au douzième de la subvention annuelle diminuée des participations financières en fonction de la capacité subventionnée.

Passée l'échéance fixée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les avances restant dues portent intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure.

**Art. 59.** Il est procédé avec effet au 31 décembre à la liquidation ou récupération des montants, après notification des décomptes précis entre les montants des avances totales perçues et le montant des subventions calculées selon les articles 47 à 57.

Les subventions annuelles sont liquidées au prorata du nombre de mois couverts par l'agrément.

**Art. 60.** Les services du Collège ont pour mission de vérifier le respect des conditions d'agrément, de fonctionnement et de personnel en fonction des qualifications requises et l'utilisation des subventions aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées.

Ils s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions accordées par la Commission communautaire française et vérifient les comptes et les livres.

Toute entrave mise à l'exécution des missions des services du Collège peut entraîner le retrait de l'agrément.

## CHAPITRE VII. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 61.** Le Collège est subrogé de plein droit à concurrence de la totalité des sommes qui sont dues par une autre personne, publique ou privée, et qui couvrent les dépenses résultant des dispositions du présent règlement, sauf s'il s'agit de dons, de legs ou de participation financière d'une personne prise en charge ou de son représentant légal.



**Art. 62.** Le Collège procède à la rectification et à la récupération d'office de la partie de la subvention annuelle accordée sur base de déclarations inexactes ou non justifiées des établissements agréés.

**Art. 63.** Le Collège arrête les mesures d'exécution du présent règlement, après avis du Conseil consultatif.

**Art. 64.** Sont abrogés, à l'égard des établissements pour personnes handicapées, établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui sont considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française :

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 19 octobre 1990 étendant l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés à une nouvelle catégorie de personnes handicapées, dit nouveaux majeurs au sein des institutions agréées établies dans la Région de Bruxelles-Capitale et ayant exercé le droit d'option en Communauté française et déterminant la participation de ces personnes handicapées;

— le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 8 février 1991, déterminant le subventionnement, à titre de prix de journée, des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées, établis dans la Région de Bruxelles-Capitale, qui ont exercé le droit d'option en Communauté française.

**Art. 65.** Par mesure transitoire, les établissements qui sont agréés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, restent agréés pour autant qu'ils introduisent, dans les 3 mois à partir de cette date, une demande d'agrément conformément aux articles 11 à 15 du présent règlement.

**Art. 66.** Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à la date fixée par le Collège

Adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française,

Bruxelles, le 17 décembre 1993.

Le Président,  
S. MOUREAUX

Les secrétaires,

D. ESCOLAR

M. DUPONCELLE

Le greffier,  
J. GAILLARD

VERTALING

RAAD VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 342

[C — 31027]

**17 DECEMBER 1993.** — Verordening ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten (1)

HOOFDSTUK I. — *Algemeenrechten*

**Artikel 1.** Deze verordening is van toepassing op aangelegenheden bedoeld in artikel 108ter, § 3, lid 2, 2° van de Grondwet.

**Art. 2.** In deze verordening verstaat men onder :

1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de Adviesraad : de afdeling gehandicapte personen van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor welzijns- en gezondheidszorg ingesteld bij verordening van 30 april 1991 van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° koninklijk besluit nr. 81 : koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

4° het Fonds : het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg ingesteld bij koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967

**Art. 3.** Deze verordening legt de inrichtings-, werkings- en erkenningsvoorwaarden vast voor de inrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 81.

Het legt de voorwaarden en de voorschriften vast voor de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschapscommissie in de kosten van de terlasteneming van gehandicapten in deze inrichtingen.

(1) *Zitting 1993-1994.*

*Dokumenten van de Raad* : 57 (1993-1994) nr. 1 tot 3.

*Volledig verslag en Beknopt Verslag.* Vergadering van 17 december 1993.

HOOFDSTUK II. — *De verschillende soorten inrichtingen en hun taken*

## Afdeling I. — Algemeenheden

**Art. 4.** De inrichtingen voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten worden opgericht hetzij voor de opvang van gehandicapten hetzij voor hun begeleiding.

A. De eerste werken volgens het stelsel van :

1° het huisvestingscentrum met :

- a) de leefgroepruimte;
  - b) het collectief wooncentrum;
  - c) het coöperatief wooncentrum;
- 2° het dagcentrum;

B. De tweede werken volgens het stelsel van :

- 1° de residentiële dienst;
- 2° de educatieve dienst.

## Afdeling II. — De centra voor gehandicapten

## Subafdeling I. — De huisvestingscentra

**Art. 5.** De leefgroepruimte is een gemeenschappelijke woonruimte beheerd met respect voor de menselijke waardigheid en het privé-leven van de bewoners. Zij biedt elke bewoner huisvesting en voeding en zorgt ervoor hen, zelf of in samenwerking met andere inrichtingen, verstrekkingen te verschaffen zoals onderwijs, een leerproces of een beroepsuitoefening of een opleiding, een individuele en gemeenschappelijke zorg voor activiteiten van het dagelijks leven, de totstandkoming van gezins- en sociale relaties en het vrijetijdsbeheer.

De leefgroepruimten nemen al of niet schoolgaande minderjarigen op, die enerzijds een opvoeding en specifieke therapieën vergen en die anderzijds onmogelijk in hun oorspronkelijke leefomgeving kunnen blijven. Zij kunnen de opname van deze personen verlengen tot de leeftijd van 21 jaar.

**Art. 6.** De wooncentra zorgen voor een collectieve of coöperatieve huisvesting van meerderjarige gehandicapten en bieden bepaalde diensten aan zoals, meer in het bijzonder, het aanleren van het beheer van het dagelijks leven en medische, psychologische en sociale hulpverlening.

Het collectief wooncentrum vormt een zowel collectieve als individuele leefomgeving, met respect voor het levenstempo van de gehandicapte. Het biedt elke bewoner huisvesting en voeding en zorgt ervoor, zelf of in samenwerking met andere inrichtingen, bepaalde verstrekkingen te verschaffen zoals, meer in het bijzonder, de uitoefening van een beroepsbezigheid, een individuele of gemeenschappelijke zorg voor activiteiten van het dagelijks leven, de totstandkoming van gezins- en sociale relaties en het vrijetijdsbeheer.

Het coöperatief wooncentrum is een appartement of een woning of een geheel van appartementen of woningen, die elk gedeeld worden door maximum acht meerderjarige bewoners.

Het wordt zodanig georganiseerd dat deze bewoners samenwerken voor het beheer van de gemeenschappelijke ruimten en de gemeenschappelijk gedeelde tijd.

Het wooncentrum wordt door de bewoner en/of door de ouders, voogd of wettelijke vertegenwoordiger gekozen met het oog op een optimale ontplooiing en de beste levensomstandigheden. Deze keuze wordt vermeld in de overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen, waarin de kenmerken van de opvang en het dagschema worden bepaald.

De bewoners hebben inspraak in de organisatie van hun gemeenschappelijk en individueel leven.

## Subafdeling II. — De dagcentra

**Art. 7. § 1.** De dagcentra verlenen opvang gedurende de dag en begeleiden de gehandicapten in één of meer structuren.

De dagcentra zorgen, gedurende de dag, voor de volledige verzorging van gehandicapten, in één of meer gebouwen :

- 1° minderjarigen van wie de handicap het schoolgaan in gewoon of bijzonder onderwijs onmogelijk maakt;
- 2° meerderjarigen van wie de toestand specifieke psycho-medisch-socio-pedagogische verstrekkingen vergt.

Het dagcentrum voor minderjarigen kan de verzorging van deze personen voortzetten tot de leeftijd van 21 jaar.

§ 2. Met betrekking tot de minderjarigen kunnen zij de verzorging verwezenlijken door middel van, meer in het bijzonder :

- 1° educatieve activiteiten en leerprocessen;
- 2° sociale, creatieve en ontspanningsactiviteiten;
- 3° adaptatie- en paramedische activiteiten;
- 4° medische, psychologische en sociale begeleiding;
- 5° ondersteuning van het gezinsmilieu;

6° hulp in het verwerven en behouden van hun bekwaamheid in activiteiten van het leven; meer in het bijzonder qua huisvesting, hun individuele verzorging, hun sociale relaties en hun vrijetijdsbeheer.

Met betrekking tot de meerderjarigen kan die worden verwezenlijkt door middel van, meer in het bijzonder :

- 1° voorprofessionele of professionele educatieve activiteiten;
- 2° sociale, creatieve en ontspanningsactiviteiten;
- 3° leerprocessen, adaptatie- en paramedische activiteiten;
- 4° medische, psychologische en sociale begeleiding;
- 5° contacten met het gezinsmilieu;

6° hulp in het verwerven of behouden van de noodzakelijke bekwaamheden voor het dagelijks leven;

7° activiteiten die hen in staat stellen diensten te verlenen aan de gemeenschap of een gedeelte van hun bekwaamheden ten dienste te stellen van de gemeenschap, middels een billijke tegenprestatie.

*Afdeling III. — De diensten voor de gehandicapten*

**Art. 8. § 1.** De residentiële dienst organiseert de zorg volgens het stelsel van :

- 1° het gastgezin;
- 2° of individuele huisvesting;
- 3° of hulpverlening voor het dagelijks leven;

§ 2. De residentiële dienst organiseert de werving en de selectie van de gastgezinnen voorzien van specifieke bevoegdheden en geeft hen steun en begeleiding. In een overeenkomst gesloten tussen de residentiële dienst en het gastgezin worden de rechten en de plichten van de partijen bepaald.

Het gastgezin neemt, behoudens afwijking in geval van broeder- en zusterschap, maximum drie gehandicapten ten laste die huisvesting en bepaalde activiteiten van het dagelijks leven delen en die een opvoeding en medische, psychologische en sociale hulp ontvangen.

§ 3. De residentiële dienst zorgt voor het aanleren van het beheer van het dagelijks leven en voor medische, psychologische en sociale hulp aan de gehandicapte. Zij werkt mee aan het zoeken naar een individuele woning en aan het beheer ervan.

De individuele woning is een appartement of een huis, gehuurd door een meerderjarige die alleen woont of in gezinsverband.

§ 4. De hulpverlening voor het dagelijks leven is een dienst die wordt georganiseerd om, op verzoek van de gehandicapte, en in zijn woonplaats, hulp te verlenen om zijn functionele ongeschiktheid tot het verrichten van activiteiten van het dagelijks leven te verhelpen, zonder dat deze hulpverlening een sociaal, medisch of therapeutisch optreden is.

Deze hulp wordt gegeven aan de meerderjarige fysisch gehandicapte die thuis woont, alleen of in gezinsverband.

De Raad van Bestuur van de dienst hulpverlening voor het dagelijks leven telt ten minste 50 % leden met een fysische handicap.

**Art. 9.** De educatieve dienst wordt georganiseerd om een gespecialiseerde en geïndividualiseerde omkadering te bieden om de sociale inschakeling van de schoolgaande gehandicapte in zijn gewone leefomgeving en in het gewoon of bijzonder onderwijs te begunstigen. Zij kan de verzorging van deze persoon voortzetten tot de leeftijd van 21 jaar.

De educatieve dienst zorgt, samen met de betrokken onderwijsinstelling, voor de volledige verzorging van de gehandicapte, door middel van, meer in het bijzonder :

- 1° educatieve activiteiten en leerprocessen;
- 2° sociale, creatieve en ontspanningsactiviteiten;
- 3° adaptatie- en paramedische activiteiten;
- 4° medische, psychologische en sociale begeleiding;
- 5° ondersteuning van het gezinsleven;
- 6° hulp voor het verwerven en behouden van hun bekwaamheid in activiteiten van het leven, meer bepaald op het vlak van hun huisvesting, hun individuele verzorging, hun sociale relaties en hun vrijetijdsbeheer.

**HOOFDSTUK III. — De erkenning van de centra en de diensten voor gehandicapten, de hernieuwing, de weigering en de intrekking van de erkenning**

*Afdeling I. — De aanvraag*

**Art. 10.** Om een inrichting te organiseren, dient men te worden erkend.

**Art. 11.** De aanvraag tot erkenning van een centrum of een dienst moet worden ingediend bij een ter post aangetekende brief, of ingediend bij het College met een ontvangstbewijs.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag vergezeld zijn van de volgende bescheiden :

- 1° een afschrift van de statuten zoals bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen;
- 2° een beschrijvende nota, conform het model bepaald door het College, over het totaal ontwerp van de inrichting, goedgekeurd door de Raad van Bestuur, na overleg, behalve indien het een eerste aanvraag betreft, met de vertegenwoordigers van de werknemers aangewezen overeenkomstig artikel 33 van deze verordening.

Deze nota vermeldt eveneens :

- a) de juiste naam van het centrum of de dienst;
- b) de naam van de directeur bedoeld in artikel 23, 3° van deze verordening;
- c) de namen en voornamen, hoedanigheden en functies, van de personen en werknemers die aan het overleg hebben deelgenomen;
- d) de algemene visie van het ontwerp, zijn ethische en wetenschappelijke verwijzingen;
- e) een beschrijving van de doelgroep van gehandicapten van het ontwerp en van de kenmerken ervan;
- f) het soort inrichting, in verhouding tot de inrichtingsvoorwaarden bepaald in de artikelen 5 tot 9 van deze verordening;
- g) de te erkennen capaciteit uitgedrukt in voltijdse equivalenten en het maximum aantal begunstigden, hetzij voltijds, hetzij deeltijds, dat ten laste kan worden genomen;
- h) een organigram in verband met de exacte spreiding van de functies met hun kwalificatie en hun bevoegdheden in het centrum of de dienst;
- i) een nominatief werkschema per functie van het personeel met een arbeidscontract;
- j) een nota die de procedures beschrijft en in voorkomend geval de evaluatiemiddelen voor de resultaten ten opzichte van het totaal ontwerp en de periodiciteit van de evaluatie;
- k) een nota die de praktische voorschriften bepaalt voor het gemeenschappelijk vervoer naar het dagcentrum en naar de educatieve dienst;
- l) de wijze waarop wordt voldaan aan de verplichtingen van de artikelen 23 tot 38 van deze verordening.

Deze nota wordt aan elk personeelslid bezorgd.

3° een getuigschrift afgeleverd door de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is, op grond van een verslag dat bevestigt dat het centrum of de dienst voldoet aan de veiligheidsvoorwaarden tegen brand; dit getuigschrift en het verslag mogen niet ouder zijn dan een jaar op het tijdstip van de indiening van de aanvraag; het getuigschrift vermeldt het maximum aantal begunstigen dat gelijktijdig mag worden opgenomen;

4° een nauwkeurige beschrijving van het centrum of van de educatieve dienst met de interne plannen van de lokalen en hun bestemming, een plan van de interne en externe verbindingswegen, meer in het bijzonder op het vlak van de mobiliteit; en, behalve als het een eerste aanvraag betreft, een verslag uit hoofde van veiligheid, hygiëne en verfraaiing van de werkplaatsen over de maatregelen die werden genomen om schade aan werknemers en begunstigen te vermijden;

5° een afschrift van de overeenkomst(en) ter verstrekking van diensten gesloten, of in voorkomend geval nog te sluiten, met andere organisaties;

6° een model van de overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen bedoeld in artikel 44;

7° het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 27.

**Art. 12.** De diensten van het College behandelen de aanvraag en gaan over tot een inspectie om te bepalen of de inrichting in staat is de voorwaarden na te leven bedoeld in de artikelen 28 tot 38. De diensten van het College bezorgen de aanvraag aan de Adviesraad voor zover er de bescheiden bedoeld in artikel 11 werden bijgevoegd, zijn advies betreffende de naleving van de erkenningsprocedure en de conclusies van de inspectie.

**Art. 13.** De Adviesraad bezorgt het College zijn omstandig advies binnen drie maanden na de aanhangigmaking.

**Art. 14.** Het College beraadslaagt over de erkenningsaanvraag en besluit, in een erkenningsovereenkomst, het type van erkenning, de erkende capaciteit en het maximum aantal personen dat gelijktijdig mag worden ten laste genomen. De beslissing wordt ter kennis gebracht van de aanvrager bij een ter post aangetekende brief, binnen twee maanden na de overmaking van het advies en de Adviesraad ontvangt een afschrift ter informatie.

**Art. 15.** De erkenning wordt toegekend voor een maximum periode van drie jaar. Zij kan worden hernieuwd.

#### *Afdeling II. — De hernieuwing van de erkenning*

**Art. 16.** De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van de inrichting wordt ingediend bij het College uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de periode die wordt gedekt door de vorige beslissing tot erkenning.

De inrichting blijft voorlopig erkend tot een beslissing is genomen over de hernieuwingsaanvraag. Deze wordt behandeld volgens de procedure zoals bepaald in de artikelen 11 tot 15. De wijzigingen en de ontwikkelingen die de aanvrager wenst in te voeren in de organisatie en de werking van de inrichting worden verduidelijkt in een bescheiden als bijlage bij de aanvraag tot hernieuwing.

De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt behandeld volgens de regels toepasselijk op de aanvraag tot erkenning.

#### *Afdeling III. — De wijzigingen van de voorwaarden tot erkenning*

**Art. 17.** Indien zich, tijdens de duur van de erkenning, wijzigingen voordoen in de omstandigheden van erkenning, worden die onmiddellijk medegedeeld aan het College binnen zeven dagen die volgen op het plaatsvinden van de wijzigingen, evenals aan de officiële vertegenwoordigers van de werknemers. Het nominatief werkschema per functie, behoort niet tot de voorwaarden tot wijziging van de erkenning.

Wanneer de erkenningswijziging betrekking heeft op de punten 2° b), d), e), f), g), 3° en 4° van artikel 11 en artikel 53, wordt de aanvraag behandeld volgens de regels die gelden voor de aanvraag tot erkenning.

**Art. 18.** Wanneer één van de voorwaarden tot erkenning niet meer wordt vervuld, verzendt het College, indien verzuimd werd het in te lichten conform artikel 17, naar de aanvrager, met een afschrift naar de directeur bedoeld in artikel 23, 3° een gemotiveerde ingebrekestelling om de voorwaarden tot erkenning binnen een termijn van een maand in acht te nemen. Binnen deze termijn, zendt de inrichting haar verweermiddelen samen met de bewijsstukken naar het College.

#### *Afdeling IV. — De weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting*

**Art. 19.** De administratie bezorgt de verweermiddelen, samen met de bewijsstukken, het administratief dossier en het onderzoek aan de Adviesraad. Die geeft het College zijn omstandig advies binnen drie maanden na de aanhangigmaking.

**Art. 20.** Het College geeft de inrichting kennis, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, van een met redenen omkleed voorstel tot weigering of tot intrekking van de erkenning en wijst de inrichting erop dat zij over een termijn van dertig dagen beschikt om een verweerschrift in te dienen. Het College bezorgt dit verweerschrift aan de Adviesraad. Binnen drie maanden die volgen op het verstrijken van die termijn, geeft de Adviesraad een nieuw advies aan het College ongeacht het gevolg dat aan bovenvermeld verzoek is gegeven.

Binnen die termijn, wordt de inrichting gehoord door de Adviesraad indien hierom wordt verzocht.

De Adviesraad stelt de dag en het uur van de hoorzitting vast en brengt de belanghebbende inrichting hiervan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief. De inrichting kan zich laten vergezellen van een persoon naar haar keuze bij de hoorzitting.

**Art. 21.** De beslissing van het College houdende weigering of intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de inrichting bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

**Art. 22.** De beslissing van het College houdende intrekking van de erkenning heeft de sluiting van de betrokken inrichting tot gevolg.

Behalve om redenen van uiterst dringende noodzakelijkheid inzake volksgezondheid of veiligheid, heeft de beslissing tot sluiting uitwerking binnen een termijn van maximum zes maanden vanaf haar kennisgeving, vastgesteld door het College.

Deze beslissing wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Dit bericht vermeldt de sluitingsdatum.

De inrichting dient, zodra deze haar ter kennis wordt gebracht, de beslissing tot intrekking van de erkenning mede te delen aan de betrokken gehandicapten en de personeelsleden.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de erkende inrichtingen**Afdeling I. — Algemeenheden*

**Art. 23.** De erkende inrichting dient :

- 1° opgericht te zijn door een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° het respect voor het leven en de fysische integriteit van de gehandicapte persoon te waarborgen, zodanig dat gezorgd wordt voor een privé- en sociaal leven en, in voorkomend geval, een professioneel leven, het meest in overeenstemming met zijn noden, wensen en bekwaamheden en zodanig dat zijn individuele vrijheid wordt gewaarborgd op elk gebied;
- 3° een persoon aan te wijzen die borg staat voor het ontwerp en belast is met het dagelijks beheer, de directeur;
- 4° te voorzien in of te beschikken over werknemers van wie de minimum- en de maximumnormen en de kwalificaties door het College worden vastgelegd;
- 5° zich toe te rusten met een infrastructuur die geschikt is voor het ontwerp van centrum of dienst; waarvoor de minimumnormen door het College worden vastgelegd per type van erkenning;
- 6° haar activiteiten te coördineren met die van andere erkende centra of diensten;
- 7° te zorgen voor de evaluatie van de resultaten verkregen voor elke tenlaste genomen persoon in het licht van zijn overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen;
- 8° binnen een huisvestingscentrum of een dagcentrum, één of meer raden aan te stellen met vertegenwoordigers van de begunstigde en vertegenwoordigers van het personeel en voorgezeten door de directeur of zijn afgevaardigde om gemeenschappelijke activiteiten te organiseren en de begunstigde in staat te stellen advies uit te brengen over het centrum;
- 9° een overlegcomité aan te stellen met vertegenwoordigers van de Raad van Bestuur, officiële vertegenwoordigers van de werknemers, de begunstigde of hun ouders of wettelijke vertegenwoordigers, voorgezeten door de directeur om de gelijkwaardigheid na te trekken van de organisatie en de aangewende middelen in verhouding tot het totaal ontwerp; de evaluatie en de uitgebrachte adviezen worden opgenomen in een proces-verbaal; elk overlegcomité bepaalt zijn huishoudelijk reglement; het dient ten minste één maal per jaar te vergaderen.

**Art. 24.** De inrichting moet haar burgerlijke aansprakelijkheid verzekeren en die van de gehandicapten voor alle materiële schade of lichamelijk letsel aangebracht aan derden.

**Art. 25.** Elke inrichting wordt administratief zelfstandig georganiseerd, ook wanneer zij gezamenlijk met een onderwijsinstelling wordt beheerd; dit mag niet gebeuren ten nadele van de officiële vertegenwoordiging van de werknemers.

**Art. 26.** Een inrichting mag voor het aanbod van bepaalde dienstverlenende verstrekkingen een beroep doen op externe personen of instellingen met wie zij een overeenkomst heeft gesloten. In dat geval, dient de aard van de gevraagde tegemoetkomingen nauwkeurig omschreven te worden en duidelijk gespecificeerd in de overeenkomst tot erkenning. In geval van dringende noodzakelijkheid, mag een beroep worden gedaan op externe diensten, binnen de perken van de duur van drie maanden die niet mag worden overschreden.

**Art. 27.** Elke inrichting dient een huishoudelijk reglement op te stellen, door de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger ondertekend voor ontvangst en akkoord vóór de indiening van de aanvraag tot tegemoetkoming; hij ontvangt een afschrift ervan.

Het huishoudelijk reglement bepaalt :

- 1° de rechten en plichten van de gehandicapte persoon; deze verbindt zich ertoe het reglement van de inrichting na te leven;
- 2° de rechten en plichten van de inrichting; die verbindt zich ertoe de gehandicapte in staat te stellen een leven te leiden conform de menselijke waardigheid, overeenkomstig het 2° van artikel 23.

Het vermeldt expliciet :

- 1° de beschrijving van de inrichting zoals vastgesteld in de bepalingen van de artikelen 4 tot 9 van deze verordening, en het totaal ontwerp zoals beschreven in de aanvraag tot erkenning;
- 2° het bestaan van één of meer huiscomités overeenkomstig het 8° van artikel 23 en van een overlegcomité overeenkomstig het 9° van artikel 23;
- 3° de maatregelen die worden getroffen wanneer een gehandicapte de leef- en werkingsregels van de inrichting overtreedt, de dwingendste maatregelen die aan de diensten van het College worden medegedeeld;
- 4° de naam van de directeur en van de geneesheer bedoeld in artikel 28 van deze verordening;
- 5° de gegevens van de inspectiedienst van de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie en de rijksgezondheidsinspectie;
- 6° het evocatierecht bij het overlegcomité wanneer de overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen wordt opgeheven op initiatief van de inrichting.

*Afdeling II. — Verplichtingen in verband met de geneeskundige supervisie en de eerste hulp*

**Art. 28.** Elke inrichting werkt met een vaste geneesheer om te zorgen voor de algemene supervisie inzake gezondheid en hygiëne in verband met de totale verzorging van de begunstigde.

**Art. 29.** Elke gehandicapte verbonden door een overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen dient, alvorens te worden opgenomen in een centrum of een dienst, een onderzoek te ondergaan zoals bepaald in artikel 44, 2°. Het wordt hernieuwd op verzoek van de diensten van het College hiertoe gemachtigd, evenals op verzoek van de gehandicapte persoon of van zijn vertegenwoordiger.

**Art. 30.** Elk centrum en elke educatieve dienst moet beschikken over een ruimte die specifiek werd ingericht om de dagelijkse verzorging te verstrekken en een voorraad geneesmiddelen. De geneesmiddelen van de begunstigde die deze niet zelf kunnen innemen worden bewaard op een plaats die niet voor hen toegankelijk is.

De regels voor hygiëne en diëetiek moeten worden onderwezen en aangewend voor de gehandicapte persoon volgens zijn capaciteiten. De voeding moet in overeenstemming zijn met de regels van de diëetiek. De opleiding van het personeel om eerste hulp te verstrekken wordt georganiseerd.

*Afdeling III. — Verplichtingen betreffende het personeel*

**Art. 31.** De personeelsleden evenals de personen die geregeld werken in de lokalen of bijgebouwen bestemd voor de activiteiten dienen van goed zedelijk gedrag te zijn.

**Art. 32.** Er wordt één of meer activiteitenprogramma gehouden per periode die de duur van vier maanden niet mag overschrijden. De overdracht van informatie tussen werknemers en gehandicapten moet duidelijk georganiseerd worden.

Elke inrichting stelt een dossier op dat per gehandicapte persoon wordt bijgehouden en regelmatige verslagen per ploeg. Deze dossiers en verslagen worden bewaard zodat zij door de personeelsleden die de gehandicapten direct ten laste hebben, kunnen worden ingekeken onverminderd de naleving van de deontologische regels en het beroepsgeheim.

Elke inrichting vermeldt in het dossier van elke gehandicapte de maatregelen die werden getroffen wanneer de persoon de leef- en werkingsregels van de inrichting heeft overtreden.

**Art. 33.** Onverminderd de regels die de officiële vertegenwoordiging van de werknemers regelen, wordt de inspraak van de werknemers in de werking van de inrichtingen bepaald volgens voorschriften vastgelegd in onderlinge overeenstemming tussen de vertegenwoordigende organisaties van de werknemers en de directeur.

*Afdeling IV**Verplichtingen betreffende het bijhouden van de administratieve en boekhoudkundige stukken*

**Art. 34.** De inrichtingen dienen op naam van elke begunstigde van bij zijn komst een dossier te openen. Dit dossier bevat :

- 1° de inlichtingen van administratieve aard;
- 2° de overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen bepaald in artikel 44;
- 3° de evaluatieverslagen van de verstrekkingen en de tegemoetkomingen.

De vertrouwelijke aard van de inlichtingen in verband met de gezondheid, zowel fysisch als psychisch, moet gewijvaard worden; zij mogen enkel medegedeeld worden aan de geneesheer-inspecteur die hiertoe door het College wordt afgevaardigd.

**Art. 35.** De boekhouding van een erkende inrichting wordt gehouden volgens de door het College bepaalde regels.

Wanneer eenzelfde rechtspersoonlijkheid voor verschillende erkende centra of diensten staat, dienen de lasten en de opbrengsten geïnventariseerd te worden per type van erkenning door middel van een standaardboekhouding.

Elk jaar, vóór 30 april, sturen zij aan het College, volgens de door hem bepaalde voorschriften, een exemplaar van de jaarrekeningen van het verlopen jaar evenals een ontwerp van begroting voor het lopend begrotingsjaar; met als bijlage, hetzij een afschrift van het verslag van de bedrijfsrevisor die de jaarrekeningen bevestigd heeft, hetzij een getuigschrift van een externe accountant die hen heeft nagezien, het bijbehorend verslag van de Ondernemingsraad van de vakverenigingsafvaardiging of van de officiële vertegenwoordiging van de werknemers, en het uittreksel uit de notulen van de Algemene Vergadering die de rekeningen heeft goedgekeurd.

Wanneer na verloop van een boekjaar, het tekort vijf procent van de opbrengsten van het jaar bereikt of overschrijdt, of indien het gecumuleerd tekort tien procent van de opbrengst van het jaar bereikt of overschrijdt, brengt het centrum of de dienst het College van deze toestand op de hoogte en deelt hem schriftelijk de maatregelen mee die het voornemens is te treffen om het financiële evenwicht te herstellen. Een afschrift van deze brief wordt gelijktijdig bezorgd aan de officiële vertegenwoordigers van de werknemers.

**Art. 36.** Voor 30 april, stuurt de erkende inrichting, volgens de door het College vastgestelde voorschriften, aan het College een verslag over de activiteiten van het voorafgaand jaar. Dit jaarverslag bevat het nominatief werkschema per functie, bijgewerkt op 31 december van het voorafgaand jaar.

Dit verslag vermeldt het aantal tenlastenemingen. Het verduidelijkt de tendens van hun evolutie en de functiestoornissen die zijn opgetreden. Ten opzichte van het ontwerp verantwoordt het de personeelsformatie die werd ingezet om het te verwezenlijken evenals de wijze waarop de kwalificaties van het personeel ertoe hebben bijgedragen.

Er wordt eveneens één enkel jaarverslag opgesteld door de rechtspersoon die verschillende erkende diensten of centra beheert.

**Art. 37.** Een exemplaar van de jaarrekeningen, van de begroting en van het jaarverslag wordt ter beschikking gehouden van de personeelsleden en de begunstigten of hun wettelijke vertegenwoordigers die het op eenvoudig verzoek kunnen inkijken, enkel ter plaatse, zonder verplaatsing van de stukken. Een exemplaar ervan wordt bezorgd aan de officiële vertegenwoordigers van de werknemers.

*Afdeling V. — Verplichtingen betreffende de gebouwen en de installaties*

**Art. 38.** De centra dienen hun activiteiten hoofdzakelijk te organiseren in de gebouwen en installaties waarvoor de specifieke minimum veiligheidsnormen door het College bepaald zijn.

*HOOFDSTUK V. — De aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds, het beroep, de herziening, de geldigheidsduur van de tegemoetkoming van het Fonds**Afdeling I. — De aanvraag om tegemoetkoming*

**Art. 39.** De aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds wordt ingediend, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, bij de Provinciegouverneur van de wettelijke woonplaats van de gehandicapte, uiterlijk vóór de tenlasteneming in een centrum of een dienst.

De aanvraag die werd ingediend na toelating of tenlasteneming is enkel ontvankelijk in de behoorlijk gemotiveerde gevallen van dringende noodzakelijkheid.

De aanvraag om tegemoetkoming wordt ingediend door de meerderjarige gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger of, bij ontstentenis door de voorzitter van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de gemeente van zijn wettelijke woonplaats.

Voor een minderjarige wordt de aanvraag door de ouders, de wettelijke vertegenwoordiger, of bij ontstentenis de Jeugdrechter ingediend.

Bij een gelijktijdige tenlasteneming in twee inrichtingen, wordt de aanvraag door hen gezamenlijk ingediend.

**Art. 40.** De aanvraag om tegemoetkoming wordt ondertekend door de aanvrager en de directeur. Zij vermeldt :

- 1° de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, burgerlijke staat, woonplaats en nationaliteit van de gehandicapte ten voordele van wie de aanvraag wordt ingediend;
- 2° de naam, voornamen, hoedanigheid en adres van de aanvrager;
- 3° een getuigschrift tot vaststelling van de tekortkoming van de gehandicapte persoon volgens de schaal vermeld in artikel 3, 1e lid, van koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967;
- 4° het exacte voorwerp van de aanvraag;
- 5° voor de personen die kinderbijslag, bijzondere toelagen of een bezoldiging genieten, de aard en het bedrag ervan evenals de naam en het adres van de instelling die de betaling uitvoert;
- 6° de aard en het bedrag van de andere inkomsten die worden verrekend in de financiële bijdrage bepaald in artikel 50 evenals eventuele gezinslasten waarmee rekening dient te worden gehouden;
- 7° een getuigschrift, op datum en ondertekend door de aanvrager en de inrichting, als bewijs dat een overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen van beperkte duur met een proeftijdclausule vóór de indiening van de aanvraag werd gesloten met het centrum of dienst bestemd om de gehandicapte ten laste te nemen, en verantwoord door het verslag vereist in artikel 44, 2°.

**Art. 41.** De Provinciegouverneur beslist over de aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds binnen zestig dagen na de indiening. De beslissing wordt ter kennis gebracht van de aanvrager en aan de directie van het centrum of de dienst in kwestie, bij een ter post aangetekende brief, en bij gewone brief aan het College.

De aanvraag om herziening wordt met redenen omkleed en gestuurd aan de Provinciegouverneur van de wettelijke woonplaats van de gehandicapte, bij een ter post aangetekende brief. De Gouverneur laat zich het dossier bezorgen indien de beslissing die aanleiding heeft gegeven tot herziening door de Gouverneur van een andere provincie werd genomen.

De herziening wordt behandeld en geeft aanleiding tot een beslissing volgens de regels die gelden voor een aanvraag om tegemoetkoming.

Men kan beroep instellen bij het College indien de begunstigde of de wettelijke vertegenwoordiger niet akkoord kan gaan met het resultaat van de herziening of indien de tegemoetkoming van het Fonds wordt ingetrokken. In dat geval wordt het beroep behandeld volgens de bepalingen van artikel 43.

#### *Afdeling II. — Het beroep*

**Art. 42.** In geval de aanvrager niet akkoord gaat met de beslissing van de Provinciegouverneur of indien die beslissing een weigering tot tegemoetkoming van het Fonds tot gevolg heeft, kan beroep worden ingesteld bij het College.

Om ontvankelijk te zijn wordt gemotiveerd beroep ingesteld binnen dertig dagen na de kennisgeving van de betwiste beslissing.

Het College oordeelt bij beslissing, na advies van de Adviesraad zoals bepaald in artikel 10 van Koninklijk besluit nr. 81.

Die beschikt over twee maanden om zijn advies uit te brengen, te rekenen vanaf de aanhangigmaking.

De beslissing wordt ter kennis gebracht van de aanvrager, bij een ter post aangetekende brief, en aan de directeur van de belanghebbende inrichting.

#### *Afdeling III. — De wijzigingen van de toestand van de begunstigde op de tegemoetkoming van het Fonds, de herziening en de beslissing*

**Art. 43.** Elke wijziging in de toestand van de gehandicapte die de inhoud van de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming van het Fonds opnieuw ter discussie stelt moet onverwijld worden medegedeeld aan de Provinciegouverneur die de beslissing heeft genomen.

Het initiatief tot herziening wordt genomen door de gehandicapte, de wettelijke vertegenwoordiger, de voorzitter van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, de Jeugdrechter, de directeur die de gehandicapte ten laste heeft genomen, door een erkende en multidisciplinaire inrichting of door de minister.

De Provinciegouverneur herziet ambtshalve de beslissing indien hem een wijziging van de toestand van de gehandicapte bekend is.

#### *Afdeling IV. — De overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen*

**Art. 44.** De overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen bevat meer in het bijzonder de volgende gegevens :

- 1° de duur, een proeftijdclausule en de voorschriften bepaald in artikel 45;
- 2° de globale evaluatie van de gezondheidstoestand, van de specifieke noden, van de wensen en van de bekwaamheden van de gehandicapte persoon, vermeld in een geneeskundig, psychologisch en pedagogisch verslag gebaseerd op zijn antecedenten, zijn potentieel, zijn vermogen zich te ontplooiën, en verantwoord door een verslag afkomstig van een erkende en multidisciplinaire inrichting bevoegd om een dergelijk verslag op te stellen; enkel de gehandicapte en de personen die direct betrokken zijn bij de tenlasteneming, met inbegrip van de geneesheren die door de gehandicapte zijn aangewezen, kunnen dit evaluatieverslag inkijken;
- 3° een analyse van de individuele en specifieke noden, de wensen en de bekwaamheden verbonden aan het verwerven of het behouden ervan en van zijn sociale integratie;
- 4° de organisaties waarop een beroep wordt gedaan om te beantwoorden aan de te bereiken doelstellingen en de coördinatievoorwaarden;
- 5° de dagindeling en het programma van persoonsgebonden verstrekkingen, de betrokkenheid van de begunstigde en, eventueel, van zijn omgeving, en de te volgen procedure om dit programma te wijzigen;
- 6° het evaluatieproces van de verstrekkingen en de tegemoetkomingen in het licht van de doelstellingen van het persoonsgebonden project, in overeenstemming met de andere betrokken dienst(en); de evaluatie wordt opgesteld in samenwerking met de werknemers. Zij kan enkel worden ingekeken door personen die direct betrokken zijn bij de tenlasteneming, met inbegrip van de geneesheren die door de gehandicapte zijn aangewezen;
- 7° de maximumduur van het gemeenschappelijk vervoer naar het dagcentrum, voor de heenreis en de terugreis;
- 8° het bedrag van de financiële bijdrage bepaald in artikel 50 van deze verordening;
- 9° het bedrag van de verantwoorde bijkomende financiële bijdrage;

10° de bepalingen voor het beheer van de dagelijkse inkomsten van de gehandicapte persoon, onverminderd de regels betreffende de bescherming van de goederen;

11° de inventaris van de door de gehandicapte ingebrachte goederen bij de aanvang van zijn tenlasteneming.

**Art. 45.** De overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen wordt ondertekend vóór de indiening van de aanvraag tot tegemoetkoming, door de gehandicapte of de wettelijke vertegenwoordiger enerzijds, door de directeur en, in voorkomend geval, door het gastgezin anderzijds.

De overeenkomst kan schriftelijk beëindigd worden om bepaalde redenen, op initiatief van elk van de cocontractanten, door middel van een opzeggingstermijn, behoudens om behoorlijk verantwoorde ernstige redenen, van zes maanden indien hij medegedeeld wordt door de dienst of het centrum, van twee maanden indien hij medegedeeld wordt door de begunstigde.

Wanneer de overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen wordt opgezegd op initiatief van de inrichting, beschikt de begunstigde over een evocatierecht bij het overlegcomité.

**Art. 46.** De dagelijkse inkomsten van de gehandicapte, die niet in staat is deze alleen te beheren, geven aanleiding tot een geïndividualiseerd beheer en onderscheiden van al de andere boekhoudkundige operaties. De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan zijn rekening vrij inkijken.

De inrichting of een personeelslid mag in geen geval de beheerder zijn van het erfgoed van de gehandicapte. De overeenkomst vermeldt, in voorkomend geval, de identiteit van de persoon die volmacht heeft ontvangen om het erfgoed van de gehandicapte te beheren.

## HOOFDSTUK VI. — *De subsidiëring*

### *Afdeling I. — Algemene bepalingen*

**Art. 47.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan het College aan de erkende centra en diensten subsidies toekennen voor personeels- en werkingskosten.

### *Afdeling II. — De subsidies voor personeels- en werkingskosten*

#### *Subafdeling I. — Algemeenheden*

**Art. 48.** De subsidies toegekend aan de inrichtingen omvatten twee gedeelten, een subsidie vóór de personeelskosten en een subsidie voor andere kosten. Deze twee subsidies zijn vastgelegd rekening houdend met de kenmerken van de inrichting, de erkende capaciteit en de gesubsidieerde capaciteit.

De gesubsidieerde capaciteit is het theoretisch aantal verzorgingsdagen per jaar. Het College bepaalt de aanwezigheidsdagen en de gelijkgestelde dagen in de berekening van dit aantal.

**Art. 49.** Bij de erkenning, beslist het College, in de erkenningsovereenkomst, de gesubsidieerde capaciteit en de bedragen van beide jaarlijkse subsidies voor een periode van drie jaar. Elke subsidie wordt jaarlijks verhoogd met een door het College bepaalde coëfficiënt, per type van erkenning, na overleg met de vertegenwoordigers van de inrichtende overheden en van de werknemers met de inrichtingen bedoeld bij de verordening.

Dit coëfficiënt houdt, meer in het bijzonder, rekening met de loonschaalindexeringen en de sociale programmatie voor de beampten van het openbaar ambt.

**Art. 50.** De subsidies worden verminderd met de financiële bijdragen van de tenlaste genomen personen.

De financiële bijdrage wordt per type van erkenning door het College bepaald. Zij wordt geïnd door de inrichting bij de begunstigden of hun wettelijke vertegenwoordigers.

Voor de verzorgingsdagen die de gesubsidieerde capaciteit overschrijden, worden de financiële bijdragen niet verminderd met de subsidies. Deze overschrijding van de capaciteit wordt vermeld in het jaarverslag van de activiteiten.

**Art. 51.** De gelijktijdige tenlasteneming in een huisvestingscentrum of een residentiële dienst en in een dagcentrum of educatieve dienst is toegestaan. In die gevallen, is de financiële bijdrage bepaald in artikel 50 slechts verschuldigd voor de tenlasteneming in een huisvestingscentrum of residentiële dienst, met uitzondering van het aandeel voorzien voor het gemeenschappelijk vervoer. De tenlasteneming in een dagcentrum of in een educatieve dienst wordt niet in rekening genomen in de gesubsidieerde capaciteit.

#### *Subafdeling II. — De subsidiëring van personeelskosten*

**Art. 52.** Wanneer bij de beëindiging van een boekjaar, de coëfficiënt van aanwezigheidsdagen bepaald in artikel 57, lid 1, lager ligt dan 80 % wordt gehandeld overeenkomstig artikel 17 en, in voorkomend geval, artikel 18 van deze verordening. In dat geval neemt de wijziging van de erkenning enkel aanvang vanaf zijn officiële kennisgeving aan de inrichting.

**Art. 53.** De subsidiëring van personeelskosten is een forfaitair bedrag uitsluitend bestemd om de bezoldiging te betalen van de werknemers vermeld in het organigram opgesteld in toepassing van artikel 11, 2°, *h*), erkend door het College. Deze subsidie bevat een percentage, per type van erkenning door het College bepaald, om rekening te houden met de wettelijke werkgeversbijdragen en de bijkomende lasten.

**Art. 54.** De bezoldigingen worden berekend volgens de voorwaarden van kwalificatie en loonschalen bepaald door het paritair comité van de opvoedingstehuizen en opvangtehuizen.

De subsidie voor personeelskosten wordt enkel toegekend indien zij verantwoord wordt door de bewijsstukken vereist door de diensten van het College; het gedeelte van de subsidie dat niet verantwoord zou zijn vormt een terugbetaalbaar niet verschuldigd bedrag. Een maximumbedrag van 10 % van deze subsidie kan worden overgedragen voor aan te tonen en te verantwoorden uitgaven het volgend jaar.

Wordt erkend als verantwoording van de subsidie van personeelskosten, op grond van behoorlijk opgestelde facturen, de betaling van verstrekkingen van dienstverlenende personen of maatschappen, nader bepaald in de aanvraag tot erkenning, met uitzondering van de gevallen van dringende noodzakelijkheid.

1° wanneer deze administratieve, boekhoudkundige of technische taken uitvoeren, noodzakelijk voor de goede werking van de dienst en vóór de naleving van de erkenningsvoorwaarden;

2° wanneer zij diensten verlenen voor de bereiding van de maaltijden of het vervoer; de verhouding van de uitgaven voor de bereiding van de maaltijden of voor het vervoer van de tenlaste genomen personen, tussen de personeelskosten en de andere kosten worden vermeld bij de aanvraag van de erkenning;

3° indien zij betrekking hebben op uitgaven voor voortgezette opleiding van al het personeel of groepen van werknemers, die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de dienst;

4° wanneer zij betrekking hebben op niet door het centrum of de dienst vervulde verstrekkingen, geleverd door andere centra of diensten en omschreven in de aanvraag tot erkenning; deze diensten kunnen geleverd worden door de diensten bestemd voor heel de bevolking.



## Subafdeling III. — Subsidies voor andere kosten

Art. 55. De subsidie voor andere kosten is een forfaitair bedrag dat de volgende uitgaven kan dekken, volgens het type van erkenning :

1° Persoonsgebonden kosten en/of kosten verbonden aan de aanwezigheid van de gehandicapte persoon : verzorging (farmaceutische goederen, prothesen, materiaal, toiletaccessoires, honoraria, ziekenhuisverblijven), opvoeding, therapie en andere specifieke activiteiten behalve vrijetijd (schoolbenodigdheden, persoonsgebonden goederen, persoonsgebonden diensten) vrijetijdsbesteding buiten de vakantieperiodes; vervoer en verplaatsingen, voeding, kleding, verblijfsvergoedingen betaald aan het gastgezin.

2° Gemeenschappelijke kosten voor verstrekkingen aan gehandicapte personen : verzorging (dagelijkse farmaceutische goederen, klein materiaal ter verzorging), opvoeding, therapie en specifieke activiteiten behalve vrijetijd, vrijetijdsbesteding buiten de vakantieperiodes, vakantie, vervoer en verplaatsingen, voeding, linnen, wasserij.

3° Beheerskosten :

beheerskosten van het personeel (werkkleedij, arbeidsgeneeskunde, vakverenigingsbijdragen, geschenken, opleiding, informatiekosten, documentatie, sociaal secretariaat, wervingskosten), huurprijzen en huurlasten, energie, onderhoud en herstellingen (terreinen, constructies, installaties, meubilering en rollend materieel), verzekeringen, vervoer, verplaatsingen;

andere algemene beheerskosten (kantoorbenodigdheden, telefoon, fax en portokosten, informaticadiensten, externe boekhoudkundigen, revisor, honoraria, reclame, advertenties, bijdragen beroepsverenigingen);

4° Afschrijvingen van de uitgaven vermeld onder de punten 1° tot 3° van dit artikel;

5° Andere exploitatiekosten (fiscale lasten).

Het College kan de verantwoording van het gebruik van een deel van deze subsidie voor het dekken van personeelskosten toestaan.

Art. 56. De subsidiëring van andere kosten bestaat uit drie subforfaitaire bedragen, berekend op de volgende wijze :

1° een subforfaitair bedrag voor de werking gelijk aan de erkende capaciteit vermenigvuldigd met een bedrag per type van erkenning door het College bepaald.

2° een subforfaitair dagbedrag gelijk aan de gesubsidieerde capaciteit vermenigvuldigd met een bedrag per type van erkenning en per erkende capaciteit, door het College bepaald.

3° een subforfaitair bedrag voor gemeenschappelijke vervoerkosten voor de tenlaste genomen personen naar het dagcentrum en gedurende de schoolvakanties naar de educatieve dienst, gelijk aan de gesubsidieerde capaciteit vermenigvuldigd met een bedrag per type van erkenning, door het College bepaald.

Art. 57. Het subforfaitair dagbedrag is aangepast volgens een coëfficiënt van aanwezigheidsdagen berekend volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{aanwezigheidsdag van het jaar}}{\text{gesubsidieerde capaciteit}} \times \frac{\text{aantal betrokken maanden}}{12 \text{ maanden}}$$

Deze coëfficiënt wordt niet toegepast indien hij gelijk is aan of hoger is dan één.

Worden in aanmerking genomen in de berekening van de coëfficiënt van de aanwezigheidsdagen :

1° de door het College gelijkgestelde aanwezigheidsdagen;

2° voor 1/3 van de erkende capaciteit, de dagen van de gehandicapte, die begeleid blijft door een huisvestingscentrum maar die, minderjarig, in het gezin woont, of meerderjarig, een privative woning betreft; deze begeleiding moet aanleiding geven tot een nieuwe aanvraag om tegemoetkoming volgens de voorschriften bepaald in artikel 39 en tot het sluiten van een nieuwe overeenkomst van persoonsgebonden verstrekkingen. Deze overeenkomst moet van beperkte duur zijn. Zij kan worden hernieuwd. De begeleiding van een minderjarige wordt beëindigd op de leeftijd van 21 jaar of bij het beëindigen van het hoger secundair onderwijs. Het College bepaalt de voorschriften voor deze begeleiding. Deze gehandicapte wordt beschouwd als een derdetijds ten laste;

3° de halve dagen in het dagcentrum en de educatieve dienst; deze halve dagen vereisen een aanwezigheid van minimum 3 uur en maximum 5 uur.

Worden niet erkend in de berekening van de coëfficiënt van de aanwezigheidsdagen :

1° de aanwezigheidsdagen van de personen van wie de aanvraag om tegemoetkoming werd toegestaan na 30 april van het jaar dat volgt op het betrokken jaar;

2° de aanwezigheidsdagen in het dagcentrum of de educatieve dienst van de personen van wie de aanvraag om tegemoetkoming, overeenkomstig artikel 39, gelijktijdig werd toegestaan in een wooncentrum of residentiële dienst;

3° de aanwezigheidsdagen van de personen voor wie geen aanvraag om tegemoetkoming werd ingediend of voor wie de aanvraag werd geweigerd.

## Afdeling III. — Liquidatie en controle

Art. 58. De liquidatie van de subsidies gebeurt door maandelijkse voorschotten uiterlijk de 15e van elke maand. De maandelijkse voorschotten zijn gelijk aan het twaalfde van de jaarlijkse subsidie verminderd met de financiële bijdragen naargelang van de gesubsidieerde capaciteit.

Na de termijn bepaald in het eerste lid, leveren de nog verschuldigde voorschotten verwijntresten op, tegen de gemiddelde rentevoet bepaald door de Nationale Bank, van rechtswege en zonder ingebrekestelling.

Art. 59. Er wordt overgegaan met uitwerking op 31 december tot de liquidatie of terugwinning van de bedragen, na kennisgeving van de nauwkeurige afrekening tusschen het bedrag van al de geïnde voorschotten en het bedrag van de subsidies berekend volgens de artikelen 47 tot 57.

De liquidatie van de jaarlijkse subsidies gebeurt naar rata van het aantal maanden gedekt door de erkenning.

Art. 60. De diensten van het College hebben als taak te controleren of de de erkennings-, werkings- en personeelsvoorwaarden worden nageleefd in functie van de vereiste kwalificaties en het gebruik van de subsidies voor de doeleinden waarvoor zij werden toegekend.

Zij zorgen ervoor dat de regels inzake de toekenning en het gebruik van de door de Franse Gemeenschapscommissie toegestane subsidies worden nageleefd en controleren de rekeningen en boeken.

Alles wat de diensten van het College bij de uitoefening van hun taken belemmert, kan tot gevolg hebben dat de erkenning wordt ingetrokken.

## HOOFDSTUK VII. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 61.** Het College subrogeert van rechtswege ten bedrage van het geheel van de door een andere persoon, openbaar of privé, verschuldigde sommen, die de uitgaven dekken voortvloeiend uit de bepalingen van deze verordening, behalve indien het giften betreft, legaten of financiële bijdragen van een ten laste genomen persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

**Art. 62.** Het College gaat arnbtshalve over tot de rectificatie en terugwinning van het deel van de jaarlijkse subsidie dat werd toegekend op basis van van onjuiste of ongegronde verklaringen vanwege de erkende inrichtingen.

**Art. 63.** Het College besluit de uitvoeringsmaatregelen van deze verordening, na advies van de Adviesraad.

**Art. 64.** Worden opgeheven, ten opzichte van de inrichtingen voor gehandicapten gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en die worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap :

— het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

— de verordening van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 oktober 1990 houdende uitbreiding van de tussenkomst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten tot een nieuwe categorie van gehandicapten, de zogenaamde nieuwe meerderjarigen in de erkende instellingen gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die in de Franse Gemeenschap het optierecht hebben uitgeoefend en houdende bepaling van het financieel aandeel van deze gehandicapten;

— de verordening van de Raad van Franse Gemeenschapscommissie van 8 februari 1991, houdende bepaling van de subsidiëring, op basis van de dagprijs, van erkende medisch-sociale-pedagogische instellingen voor gehandicapten, die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn, die in de Franse Gemeenschap het optierecht hebben uitgeoefend.

**Art. 65.** Bij wijze van overgangsmaatregel, de inrichtingen die erkend zijn vóór de inwerkingtreding van deze verordening, blijven erkend voor zover zij binnen drie maanden vanaf die datum, een aanvraag tot erkenning indienen overeenkomstig de artikelen 11 tot 15 van deze verordening.

**Art. 66.** De bepalingen van deze verordening treden in werking op de door het College vastgestelde datum.

Aangenomen door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie

Brussel, 17 december 1993.

De Voorzitter,  
S. MOUREAUX

De secretarissen,

D. ESCOLAR

M. DUPONCELLE

De griffier,  
J. GAILLARD

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Commissariaat-Generaal voor de bevordering  
van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport  
en de Openlucht recreatie

## Nationale Orden. — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 9 juni 1993 worden benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II :

De heren :

Adam, Clément W.J., opleider scheidsrechters Oost-Vlaanderen (K.B.V.B.).

Ranginneming : 8 april 1992.

Bal, Emiel, scheidsrechter, Provinciale Scheidsrechterscommissie Antwerpen (K.B.V.B.).

Ranginneming : 8 april 1992.

Delie, Henri L., erefid Royal Mercurius Korfbal Club Hoboken.

Ranginneming : 8 april 1992.

Derouck, Albert V., erevoorzitter Koninklijke Sportvereniging Sottegem (K.B.V.B.).

Ranginneming : 8 april 1992.

Maillard, Roger R., ondervoorzitter Koninklijke Sportvereniging Sottegem (K.B.V.B.).

Ranginneming : 8 april 1992.

Quintyn, Etienne R., secretaris Koninklijke Football-Club Eendracht Zele (K.B.V.B.).

Ranginneming : 8 april 1992.

Van Doninck, Walter F., scheidsrechter Provinciale Scheidsrechterscommissie Antwerpen (K.B.V.B.).

Ranginneming : 8 april 1992.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Commissariat général pour la Promotion  
de la Culture physique, du Sport  
et de la Recréation en Plein air

## Ordres nationaux. — Nominations. — Promotions

Par arrêté royal du 9 juin 1993 sont nommés Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

MM. :

Adam, Clément W.J., instructeur d'Arbitres Flandre Orientale (U.R.B.S.F.A.).

Prise de rang : 8 avril 1992.

Bal, Emiel, arbitre. Commission Provinciale d'arbitres Anvers (U.R.B.S.F.A.).

Prise de rang : 8 oktober 1992.

Delie, Henri L., membre d'honneur « Royal Mercurius Korfbal Club » à Hoboken.

Prise de rang : 8 avril 1992.

Derouck, Albert V., président d'honneur « Koninklijke Sportvereniging Sottegem » (U.R.B.S.F.A.).

Prise de rang : 8 april 1992.

Maillard, Roger R., vice-président « Koninklijke Sportvereniging Sottegem » (U.R.B.S.F.A.).

Prise de rang : 8 april 1992.

Quintyn, Etienne R., secrétaire « Koninklijke Football-Club Eendracht Zele » (U.R.B.S.F.A.).

Prise de rang : 8 april 1992.

Van Doninck, Walter F., arbitre Commission Provinciale d'arbitres Anvers (U.R.B.S.F.A.).

Prise de rang : 8 april 1992.